

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Ossouka Raponda porteur d'un message au président Sassou Nguesso



Photo: DR

La VPR remettant le message du président Ali Bongo Ondimba à son homologue congolais Denis Sassou Nguesso.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le vice-président de la République, Rose-Christiane Ossouka Raponda, a récemment séjourné à Brazzaville en République du Congo. Elle était l'émissaire du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, auprès de son homologue congolais, Denis Sassou Nguesso. Au cours de l'audience que lui a accordée le numéro un congolais, Mme Ossouka Raponda et

son hôte ont, entre autres, abordé des sujets en rapport avec le renforcement de la coopération entre Brazzaville et Libreville, et surtout ceux communs à ces deux pays frères et amis partageant une frontière longue de 1903 kilomètres. En outre, sur les enjeux de l'heure, notamment climatiques, l'émissaire du président de la République n'aura pas manqué de revenir sur l'organisation par notre pays du One Forest Summit qui aura lieu au début

du mois de mars. Lequel rendez-vous verra la participation de nombreux chefs d'État et de gouvernement du monde, à l'instar du président français, Emmanuel Macron, et Denis Sassou Nguesso dont le pays fait partie du vaste bassin du Congo. Mme Ossouka Raponda a sans nul doute présenté cette rencontre internationale dont l'intérêt porte sur la préservation et la gestion durables des forêts tropicales.

Concertation politique : du retard à l'allumage !

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

À l' lendemain de l'ouverture lundi dernier de la concertation politique au palais de la présidence de la République, par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, les travaux proprement dits n'ont toujours pas commencé. Et pour cause, alors que la majorité est parvenue à fournir une liste consensuelle de ses représentants, l'opposition, elle, s'est trouvée dans l'incapacité d'en faire autant. Les opposants, forts de leur appartenance aux différentes composantes de leur bord politique, ont fait étalage, une fois de plus, de leurs antagonismes et de leurs contradictions. En faisant parvenir des listes éparées au ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Lambert-Noël Matha. De l'avis de plusieurs observateurs, cette situation était prévi-

sible. D'autant plus qu'au sortir de la cérémonie d'ouverture, les représentants de l'opposition se sont étripés sur le mode de désignation de leurs délégués, sur fond de noms d'oiseaux. Un spectacle à la limite de la désolation se situant dans le prolongement de celui qu'elle avait déjà livré lors de la désignation de ses représentants au sein de la Commission ad hoc et du Collège spécial, en vue du renouvellement du bureau du Centre gabonais des élections (CGE). Et dire que pour éviter toute forme de blocage, les deux parties ont revu à la hausse le nombre de leurs délégués. Celui-ci est passé de trente (30) à quarante (40). Dans tous les cas, a indiqué Lambert-Noël Matha, "l'opposition a jusqu'à aujourd'hui midi pour déposer sa liste consensuelle". Sans toutefois préciser ce qu'il adviendrait en cas de nouvelle défaillance de ce bord politique.



Photo: Jocelyn Abila

Quelques opposants tentant de s'accorder.

Tribune des partis politiques

Jérémiades !

PEUT-ON vouloir, en même temps, une chose et son contraire ? C'est la prouesse réalisée dernièrement par la PG 41. L'un des regroupements des partis politiques de l'opposition, présidée par Louis-Gaston Mayila. En une semaine, la PG 41 par le truchement de son porte-parole, Joachim Mbatchi Pambou, par ailleurs président du Forum pour la défense de la République (FDR) a tourné casaque, sans sourciller.

En effet, M. Mbatchi et les siens s'étaient désolidarisés de l'Union nationale (UN), du Parti social-démocrate (PSD) et de la "Réappropriation du Gabon, de son indépendance pour sa reconstruction" (RÉAGIR) qui n'ont pas assisté à la cérémonie d'installation des membres de la Commission

ad hoc du Centre gabonais des élections (CGE) arguant que le ministre de l'Intérieur avait foulé au pied le Code électoral en désignant lui-même les membres de l'opposition. Mieux, il avait taxé les leaders de la "Plateforme alternance 2023" (PA 2023) "d'agitateurs" disposant d'un agenda caché. Quelques jours après, ce dernier, à la surprise générale, a fustigé l'élection de Michel Stéphane Bonda à la tête du CGE. Non sans souligner que ladite élection s'est déroulée en totale violation du même Code électoral (Sic).

En réalité le revirement de la PG 41 ne surprend guère. Son leader et plusieurs de ses pairs ont habitude l'opinion publique à moult changements de posture. Et ce au gré

des intérêts cryptopersonnels. À y regarder de très près, cette sortie de la tête de file du FDR relève purement et simplement de la surenchère. Nul doute que celui qui est réputé très proche de "l'octogénaire de Yombi" taquinait le doux rêve que la vice-présidence (Ndlr pour le compte de l'opposition) échoit à sa formation politique ou dans une moindre mesure à celle de son mentor et non à la représentante des "Démocrates".

Un énième épisode prouvant, s'il en était encore besoin, que de nombreux leaders politiques sont mus uniquement par la défense de leurs propres intérêts.

Yannick Franz IGOHO